

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Introduction	11
Résister – Du verbe et de l’action saisis par le Droit	11
Par Emmanuel CARTIER, Ramu DE BELLECIZE et Muriel UBÉDA-SAILLARD	15
Chapitre introductif. Éclairage philosophique	
Droit, discours et pratiques de résistance	17
Par Stéphane ZYGART	17
Section 1. Droit et faits de résistance	18
Section 2. Reconnaître juridiquement un droit à la résistance ?	20
Section 3. Résistance, politisation et production du droit	25

PARTIE I.

LA RÉSISTANCE DANS L’ÉTAT

Sous partie 1.

La résistance contre l’oppression

Titre 1.

LA RÉSISTANCE CONTRE L’OPPRESSION EXTÉRIEURE

Chapitre 1 LA LÉGITIME DÉFENSE EN MUTATION, L’EXEMPLE UKRAINIEN	37
Par Camille CRESSENT	37
Section 1. L’extension de la légitime défense dans la pratique actuelle des États	38
§ 1. LES CARACTÉRISTIQUES CLASSIQUES DE LA LÉGITIME DÉFENSE EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC	38
§ 2. L’EXTENSION PROGRESSIVE DES CARACTÉRISTIQUES DE LA LÉGITIME DÉFENSE	39
A. – Remise en cause du critère de l’immédiateté de l’attaque.	40
B. – Remise en cause de l’origine étatique de l’attaque.	40
C. – Questionnements sur l’existence de l’attaque « armée ».	41

Section 2. L'exemple ukrainien au cœur de l'actualité de la légitime défense . . .	43
§ 1. LA CARACTÉRISATION DE PLUSIEURS FORMES DE LÉGITIME DÉFENSE	43
§ 2. PERSPECTIVES AVEC LES DEMANDES D'ADHÉSION À L'OTAN ET À L'UNION EUROPÉENNE	44
Chapitre 2 LE PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ DES ÉTATS EN DROIT INTERNATIONAL COMME MOYEN DE RÉSISTANCE FACE À LA CONTRAINTE NON ARMÉE	47
Par Ludivine Luc	47
Section 1. Le principe de souveraineté des États comme moyen de résistance à l'adoption de la contrainte non armée	51
§ 1. LE PRINCIPE DE NON-INGÉRENCE DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DE L'ÉTAT : OUTIL DE RÉSISTANCE RECONNU DANS SON PRINCIPE	51
§ 2. LE PRINCIPE DE NON-INGÉRENCE DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES DE L'ÉTAT : OUTIL DE RÉSISTANCE AFFAIBLI DANS SON APPLICATION	53
Section 2. Le principe de souveraineté des États comme moyen de résistance aux effets de la contrainte non armée	55
§ 1. LES IMMUNITÉS SOUVERAINES D'EXÉCUTION : OUTIL DE RÉSISTANCE À LA CONTRAINTE MATÉRIELLE	55
§ 2. LES « LOIS ET RÈGLEMENTS DE BLOCAGE » : INSTRUMENTS DE RÉSISTANCE AUX EFFETS EXTRATERRITORIAUX DES MESURES COERCITIVES NON ARMÉES	57
Titre 2.	
LA RÉSISTANCE CONTRE L'OPPRESSION INTÉRIEURE	
Chapitre 1 LA RÉCEPTION DES ORDONNANCES ROYALES DU 25 JUILLET 1830 : CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DU DROIT DE RÉSISTANCE EN TEMPS DE RÉVOLUTION	61
Par Samuel TURI	61
Section 1. L'édition des ordonnances : une interprétation discutable de la Charte constitutionnelle du 4 juin 1814	63
§ 1. UNE APPRÉCIATION RESTRICTIVE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PRESSE : RÉSISTER PAR LA CENSURE D'UN « INSTRUMENT DE DÉSORDRE ET DE SÉDITION »	64
A. – La dissociation de la liberté et de son support d'expression : l'inapplicabilité contestable de l'article 8 de la Charte constitutionnelle en matière de presse	64
B. – L'inversion de la hiérarchie normative : la primauté singulière accordée aux lois limitant la liberté de la presse	65

§ 2. UNE CONCEPTION EXTENSIVE DES PRÉROGATIVES ROYALES :	
RÉSISTER PAR L'EMPLOI DE MESURES RÉSULTANT	
DU « POUVOIR SUPRÊME » DU CHEF DE L'ÉTAT	66
A. – Une lecture généreuse de l'article 14 de la Charte :	
des mesures découlant du pouvoir illimité	
du « chef suprême de l'État »	67
B. – Sortir du droit positif : des mesures justifiées	
par un « pouvoir préexistant aux lois »	68
Section 2. La contestation des ordonnances :	
une résistance diffuse et contrastée	69
§ 1. UN REJET UNANIME DES ORGANES DE PRESSE :	
LA RÉSISTANCE CONÇUE COMME « DEVOIR DES CITOYENS »	69
A. – L'inapplicabilité des ordonnances :	
un véhicule normatif inapproprié	69
B. L'irrégularité de la dissolution :	
une atteinte au droit électoral	70
§ 2. UNE RÉPONSE JURIDICTIONNELLE INÉGALE :	
ENTRE SOUTIEN AU RÉGIME ET REJET INCONDITIONNEL	
DES ORDONNANCES.	72
A. – Une réponse essentiellement idéologique :	
une crise révélatrice de la politisation des magistrats	72
B. – Une relative « audace » juridictionnelle :	
du vice de forme à la déclaration d'inconstitutionnalité	73
Chapitre 2 LA NOTION DE RÉSISTANCE DANS LA JURISPRUDENCE	
DE LA COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE.	75
Par Sylvain THIERY	75
Section 1. La mobilisation de la notion de résistance par la CNDA	
dans un cadre politique	76
§ 1. LA RÉSISTANCE POLITIQUE ASSUMÉE DU DEMANDEUR D'ASILE	77
§ 2. LA RÉSISTANCE POLITIQUE IMPUTÉE AU DEMANDEUR D'ASILE	79
§ 3. LA RÉSISTANCE POLITIQUE TACITE DU DEMANDEUR D'ASILE	82
Section 2. La mobilisation de la notion de résistance par la CNDA	
en dehors d'un cadre politique	84
§ 1. LA RÉSISTANCE DU DEMANDEUR D'ASILE COMME FONDEMENT	
D'UN MOTIF DE PERSÉCUTION.	84
§ 2. LA RÉSISTANCE DE L'ÉTAT DANS LA PROTECTION	
DUE À SES RESSORTISSANTS	87
§ 3. L'ATTEINTE À LA RÉSISTANCE COMME MOTIF D'EXCLUSION	
D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE	89

Titre 3.

LA RÉSISTANCE À L'IMPÔT ET À L'ADMINISTRATION

Chapitre 1 LES RÉSISTANCES INSTITUTIONNELLES À LA RÉPRESSION DES RÉSISTANCES À L'IMPÔT	93
Par Pierre GORISSE	93
Section 1. Une résistance administrative : l'évitement de la peine	97
§ 1. UN ÉVITEMENT DU DÉCLENCHEMENT DES POURSUITES	97
§ 2. UN ÉVITEMENT PAR LE PRONONCÉ DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	99
Section 2. Une résistance judiciaire : l'aménagement de la peine	101
§ 1. L'APPLICATION NÉGOCIÉE DES SANCTIONS PÉNALES	101
§ 2. L'APPLICATION ATTÉNUÉE DES SANCTIONS PÉNALES	103
Chapitre 2 ESQUISSE D'UNE THÉORIE QUOTIDIENNE DE LA FRAUDE FISCALE	105
Par Alexandre LUCIDARME	105
Section 1. Du modèle simpliste de l'homo œconomicus...	106
§ 1. LE POSTULAT DE DÉPART DE L'APPROCHE UTILITARISTE	107
§ 2. LES LIMITES DE L'APPROCHE UTILITARISTE	108
Section 2. ... à une compréhension plus aboutie de l'homo fiscalus	109
§ 1. LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE FISCALE	109
§ 2. LES APPORTS DE L'APPROCHE SOCIO-CRIMINOLOGIQUE	111
Chapitre 3 DE LA RÉSISTANCE AU DROIT À LA RÉSISTANCE PAR LE DROIT : L'EXEMPLE DE L'INCENDIE DU C.E.S. Pailleron	117
Par John-Christopher ROLLAND	117
Section 1. D'une résistance l'autre	119
§ 1. L'EXPLOSION SCOLAIRE, VECTRICE DE RÉSISTANCE AU DROIT	120
§ 2. LE PRESENTIMENT, VECTEUR DE RÉSISTANCE	122
Section 2. La douleur, moteur de la résistance	125
§ 1. LA RÉSISTANCE À LA FATALITÉ	125
§ 2. LA RÉSISTANCE PAR L'ACTION JURIDIQUE	128

Sous-partie 2.
La défense du modèle de l'État de droit

Chapitre 1 LA DÉMOCRATIE MILITANTE	
ET LA DÉFENSE DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL LIBÉRAL	133
Par Christophe PARENT	133
Section 1. La démocratie militante : un concept en pleine mutation	136
§ 1. LA DIFFUSION DES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE MILITANTE	
DANS LE CONSTITUTIONNALISME D'APRÈS-GUERRE	136
§ 2. L'INTERDICTION DES PARTIS POLITIQUES NON-DÉMOCRATIQUES	138
A. – Un dispositif tombé en désuétude ?	138
B. – L'abandon du délit de nature idéologique	139
C. – Le nerf de la guerre	140
Section 2. L'affirmation d'une démocratie militante	
à l'échelle européenne.	141
§ 1. LE CONSEIL DE L'EUROPE ET LA SAUVEGARDE	
DE LA « SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE »	142
A. – La réduction du degré de protection de la Convention	142
B. – La déchéance de la protection conventionnelle	143
§ 2. L'UNION EUROPÉENNE : D'UNE COMMUNAUTÉ DE DROIT	
À UNE MACRO-DÉMOCRATIE MILITANTE	144
A. – Les sanctions politiques des manquements	
à l'État de droit : l'article 7 TUE	145
B. – Les sanctions juridictionnelles et financières	
des manquements à l'État de droit	146
Chapitre 2 LA RÉSISTANCE AU MODÈLE DE L'ÉTAT DE DROIT	
EN AFGHANISTAN	149
Par Augustine ATRY	149
Section 1. La tentative de rétablissement de l'État de droit en Afghanistan.	151
§ 1. L'ÉMERGENCE PROGRESSIVE DE L'ÉTAT DE DROIT	
COMME MODÈLE DE GESTION POST-CONFLIT	152
§ 2. LA PROMOTION DE L'ÉTAT DE DROIT EN AFGHANISTAN EN 2001	153
Section 2. Un échec de la promotion de l'État de droit en Afghanistan	
révélateur des faiblesses de ce modèle post-conflit	155
§ 1. LE RÉTABLISSEMENT ILLUSOIRE DE L'ÉTAT DE DROIT	155
§ 2. UN MODÈLE INADAPTÉ AU CONTEXTE AFGHAN	157

PARTIE 2.**LA RÉSISTANCE DES ORDRES JURIDIQUES****Sous-partie 1.****La primauté de la norme suprême
de l'ordre juridique comme résistance aux droits « externes »**

Titre 1.

LES CONSTITUTIONS NATIONALES

Chapitre 1 LA RÉSISTANCE AU PRINCIPE DE PRIMAUTÉ	167
Muriel UBÉDA-SAILLARD	167
Section 1. Les réserves relatives au respect des valeurs suprêmes de l'État	170
§ 1. LA PROTECTION DE L'IDENTITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ÉTAT	170
§ 2. LA PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX	172
Section 2. La résistance à la primauté du système institutionnel de l'Union européenne	174
§ 1. LE RESPECT DE LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES	175
§ 2. LE RESPECT DES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE TELLES QU'INTERPRÉTÉES PAR LA COUR DE JUSTICE	177
Chapitre 2 LES PRINCIPES INHÉRENTS À L'IDENTITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA FRANCE, UN OUTIL PRÉTORIEN DESTINÉ À MÉNAGER LA CHÈVRE EUROPÉENNE ET LE CHOU NATIONAL	181
Par Mélissa COULIBALY	181
Section 1. Une jurisprudence favorable à la pénétration du droit de l'UE	183
§ 1. DES FONDEMENTS CONSTITUTIONNELS OPPORTUNS	184
A. – Une interprétation constructive de l'article 88-1	184
B. – Une étonnante incompétence de principe	185
§ 2. LA RESTRICTION DE LA CLAUSE DE SAUVEGARDE PAR LE SYSTÈME DE LA PROTECTION ÉQUIVALENTE	186
A. – La convergence des règles françaises	186
B. – La délocalisation de la protection des principes fondamentaux	187
Section 2. L'internalisation du conflit normatif	188
§ 1. LA RÉSISTANCE STRUCTURELLE DE LA CONSTITUTION	188
§ 2. LA SUBVERSION SUBSTANTIELLE DE LA CONSTITUTION	189
A. – La protection renforcée du droit dérivé	189

B. – L’approfondissement de la disponibilité du corpus constitutionnel	189
Section 3. Une politique jurisprudentielle de résistance coopérative	190
§ 1. UN DÉSACCORD ASSUMÉ	191
A. – Une divergence jurisprudentielle	191
B. – La recentralisation du contrôle concernant la sphère régaliennne	192
§ 2. UN ESPRIT DE FRONDE TEMPÉRÉ	193
A. – Une stratégie de l’évasion du conflit	193
B. – Un suivisme nommé dialogue des juges	194

Titre 2.

LES ORDRES JURIDIQUES RÉGIONAUX ET LES CATÉGORIES JURIDIQUES

Chapitre 1 L’UNION EUROPÉENNE ET L’OMI	199
Par Harrel Fikong	199
Section 1. Le renforcement volontaire du caractère juridique de l’acte	200
§ 1. LA TRANSFORMATION SOUHAITÉE DE LA <i>SOFT LAW</i> EN RÈGLE DE DROIT CONTRAIGNANT	201
§ 2. L’ACCENTUATION DES EXIGENCES DE LA CONVENTION MARPOL	203
Section 2. De la contre-offensive à l’orientation du processus normatif	205
§ 1. L’IMPOSSIBLE INVOCABILITÉ DES DISPOSITIONS DE CERTAINES CONVENTIONS DEVANT LA CJUE	205
§ 2. LA PHAGOCYTOSE DES POSITIONS ÉTATIQUES INDIVIDUELLES AU SEIN DE L’OMI	207

Titre 3.

LES CATÉGORIES JURIDIQUES

Chapitre 1 LA RÉSISTANCE DES CATÉGORIES JURIDIQUES EN DROIT ADMINISTRATIF	213
Carole Gallo	213
Section 1. La mutabilité des catégories doctrinales	221
§ 1. LA RÉÉVALUATION DES CRITÈRES USUELS DE DISTINCTION DE L’ACTE UNILATÉRAL ET DU CONTRAT	221
A. – L’unilatéralité consacrée par l’emploi du critère formel ou quantitatif	222
B. – La pluralité dévoilée par l’emploi d’un critère qualitatif	226

§ 2. L'ENRICHISSEMENT DE LA CLASSIFICATION BINAIRE DES ACTES ADMINISTRATIFS	229
A. – La découverte d'une catégorie intermédiaire	229
B. – La reconfiguration interne à la catégorie de l'acte unilatéral	233
Section 2. La stabilité des catégories contentieuses	236
§ 1. LES FORMES DE RÉSILIENCE	236
§ 2. LES MOTIFS DE RÉSISTANCE	243

Sous-partie 2.
La résistance des institutions nationales

Titre 1.

LA GUERRE DES JUGES

Chapitre 1 LA RÉSISTANCE DE L'EXÉCUTIF À L'ARRÊT CANAL-ROBIN-GODOT (CONSEIL D'ÉTAT, 19 OCTOBRE 1962)	253
Par Ramu DE BELLECISZE	253
Section 1. La contre-offensive de l'exécutif.	257
§ 1. JETER LE DISCRÉDIT SUR L'ARRÊT.	257
§ 2. MENACES SUR LE CONSEIL D'ÉTAT.	259
Section 2. Le contournement de l'arrêt.	261
§ 1. LA CRÉATION DE LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT.	261
§ 2. LA RÉSURRECTION DE LA COUR MILITAIRE DE JUSTICE	263
Chapitre 2 L'IDÉE D'UN « DROIT RÉSISTANT » FACE AU DROIT DE VICHY	269
Par Emmanuel CARTIER.	269
Section 1. Un droit marqué par un rejet radical et définitif de Vichy	275
Section 2. Un droit marqué par une double dimension subjective et objective	278
Section 3. Un droit progressivement rattaché à la République et à son droit	282
§ 1. LE SOUCI DE LÉGALITÉ.	282
§ 2. L'INSCRIPTION DANS UN CADRE ÉTATIQUE.	285
§ 3. LE RATTACHEMENT PROGRESSIF À LA RÉPUBLIQUE.	287

Section 4. Une « idée de droit » ancrée dans la République et la Résistance	289
§ 1. LA PERMANENCE DES « JUSTES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE »	289
§ 2. LA FICTION JURIDIQUE RELAYÉE PAR LE MYTHE	294
Chapitre 3 LES JUGES SUPRÊMES FACE AU JUGE CONSTITUTIONNEL : UNE RÉSISTANCE DANS LE DIALOGUE ?	
Approche comparée franco-belge	303
Par Emma RABITA	303
Section 1. L'atténuation des résistances frontales	305
§ 1. L'ACCEPTATION SPONTANÉE DE L'AUTORITÉ DES DÉCISIONS DU JUGE CONSTITUTIONNEL	305
§ 2. L'ACCEPTATION FORCÉE DE LA PRIORITÉ DU CONTRÔLE CONSTITUTIONNEL	308
Section 2. La persistance de résistances stratégiques	311
§ 1. MAXIMISER SA MARGE DE MANŒVRE EN TANT QUE JUGE <i>A QUO</i>	312
§ 2. PROTÉGER SA COMPÉTENCE EN TANT QUE JUGE DU FOND : L'EXEMPLE FRANÇAIS DU CONTENTIEUX DES ORDONNANCES	314
Titre 2.	
LA RÉSISTANCE À L'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE	
Chapitre 1 LES RÉSISTANCES DES ÉTATS MEMBRES À LA MISE EN PLACE D'UNE UNION EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE	319
Par Elsa BERNARD	319
Section 1. Un fléchissement de la résistance à l'Union européenne de la défense dans un contexte sécuritaire menaçant	322
Section 2. Un fléchissement de la résistance à l'Union européenne de la défense renforcé par la guerre en Ukraine	326
Section 3. Un fléchissement de la résistance à l'Union européenne de la défense en trompe-l'œil ?	329
Chapitre 2 LA CHASSE TRADITIONNELLE AUX OISEAUX SAUVAGES : NOUVELLE PIÈCE DU MUSÉE FRANÇAIS DE LA RÉSISTANCE AU DROIT DE L'UNION ?	333
Par Patrick MEUNIER	333
Section 1. Le cadrage normatif international et européen : s'engager pour mieux résister	335

Section 2. L'analyse jurisprudentielle : la prééminence de l'engagement européen de principe	340
Section 3. L'inflexibilité du pouvoir réglementaire, l'intransigeance du juge administratif	344

Titre 3.

LA RÉSISTANCE AUX DROITS ÉTRANGERS

Chapitre 1 LE DISCOURS DE « RÉSISTANCE » AU DROIT ÉTRANGER : ANALYSE CRITIQUE	353
Par Rhita BOUSTA	353
Section 1. La « résistance » au droit étranger : un discours juridique	356
§ 1. LES CONTOURS DU DISCOURS	356
§ 2. L'USAGE RHÉTORIQUE DE LA CULTURE JURIDIQUE	358
Section 2. Un discours à l'objet discutable	360
§ 1. LA « RÉSISTANCE » COMME ÉLÉMENT DE DÉFINITION DU <i>LEGAL TRANSPLANT</i>	361
§ 2. DU « MYTHE » DE L'IMPORTATION AU MYTHE DE LA « RÉSISTANCE »	363
Chapitre 2 LES CONTRATS DE PARTENARIAT, UN EXEMPLE DE RÉSISTANCE À LA GREFFE JURIDIQUE ?	367
Par Amandine BLANDIN-CAROLO	367
Section 1. Un effet perturbateur sur les catégories juridiques et les principes du droit français	371
Section 2. Des effets pervers en pratique	374